

## INSTRUCTION

N° 06-057-A7 du 27 novembre 2006

NOR : BUD R 06 00057 J

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

### CONSIGNATIONS ET DÉCONSIGNATIONS EN MATIÈRE ENVIRONNEMENTALE

#### ANALYSE

Modalités juridiques, comptables et budgétaires de certaines sanctions financières  
prises en application du Code de l'environnement

Date d'application : 27/11/2006

#### MOTS-CLÉS

CRÉANCES DE L'ÉTAT ÉTRANGÈRES À L'IMPÔT ET AUX DOMAINES ; PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ;  
INSTALLATIONS CLASSÉES ; CONSIGNATION ; COMPTABLE PUBLIC

#### DOCUMENTS À ANNOTER

Instruction n° 78-112-A7 du 26 juillet 1978

#### DOCUMENTS À ABROGER

Néant

#### DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	TPG	DOM	RF	T								

*DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE*

*4<sup>ème</sup> Sous-direction - Bureau 4B*

## SOMMAIRE

1. RÈGLES DE MISE EN ŒUVRE DE LA CONTRAINTE FINANCIÈRE .....	5
1.1. La procédure préalable aux sanctions .....	5
1.2. Le prononcé et la nature des sanctions.....	5
1.2.1. L'ordre de consignation.....	5
1.2.2. La décision d'exécution de travaux d'office .....	5
1.2.3. La suspension d'activité .....	6
1.3. La chronologie des sanctions .....	6
1.4. L'exécution de la sanction financière.....	6
1.4.1. Les règles de recouvrement.....	6
1.4.2. Les contrôles du comptable.....	6
1.4.3. Le suivi du recouvrement .....	7
1.4.4. Remises, annulations et non-valeurs .....	7
1.5. Le dispositif de consignation.....	7
1.5.1. Prises en charge .....	7
1.5.2. Les règles de consignation .....	8
1.5.3. Prise en charge des frais de poursuites.....	8
1.5.4. Encaissements .....	9
1.5.5. Transfert à la Caisse des dépôts et consignations.....	9
2. RÈGLES D'UTILISATION DES FONDS .....	10
2.1. Le cadre juridique de libération des fonds .....	10
2.1.1. Restitution au profit de l'exploitant consignataire qui effectue les travaux .....	10
2.1.2. Emploi de la somme consignée pour le paiement des travaux effectués par des tiers .....	10
2.1.3. Imputation de la somme consignée au budget de l'État.....	11
2.2. Les contrôles du comptable public.....	11
2.2.1. Les contrôles du comptable public avant restitution .....	11
2.2.2. Les contrôles du comptable public avant paiement du prix des travaux .....	11
2.2.3. Les contrôles du comptable public avant affectation au budget de l'État .....	12
3. LE DISPOSITIF COMPTABLE .....	12
3.1. La déconsignation des sommes transférées à la CDC au vu de l'arrêté du préfet .....	12
3.1.1. La déconsignation par le service CDC de la trésorerie générale.....	12
3.1.2. La déconsignation par le service recouvrement-produits divers .....	13
3.2. Utilisation des sommes déconsignées .....	13
3.2.1. Le reversement à l'exploitant du site .....	13

3.2.2. Le remboursement des travaux.....	13
4. DISPOSITIF TRANSITOIRE .....	15

## LISTE DES ANNEXES

ANNEXE N° 1 : Extraits du Code de l'environnement.....	16
ANNEXE N° 2 : Modèle d'arrêté de travaux d'office.....	21
ANNEXE N° 3 : Modèle d'arrêté de consignation .....	22
ANNEXE N° 4 : Modèle de restitution à l'exploitant des sommes consignées.....	23
ANNEXE N° 5 : Arrêté d'affectation des sommes consignées (pris à la suite d'un arrêté de travaux d'office).....	24
ANNEXE N° 6 : Circulaire du ministère de l'Environnement et du développement durable .....	25

La loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 a institué un cadre juridique pour la protection de l'environnement en matière d'installations classées.

Sa mise en œuvre a été suivie de l'adoption d'autres textes insérés dans le Code de l'environnement. Il s'agit en l'espèce des articles suivants (voir en annexe) :

- article L. 216-1 : « Eaux et milieux aquatiques » ;
- article L. 226-8 : « Air et atmosphère » ;
- article L. 414-5 : « Protection de la faune et de la flore » ;
- article L. 535-5 : « Organismes génétiquement modifiés » ;
- article L. 541-3 : « Déchets » ;
- article L. 571-17 : « Nuisances sonores ».

L'une des caractéristiques de ces textes est qu'ils sont assortis d'un dispositif de contrainte financière, à l'encontre des exploitants de sites dont les pratiques environnementales ne sont pas conformes aux prescriptions de protection et de sauvegarde. Cette contrainte s'exerce sous forme de consignation d'une somme, imposée à l'exploitant, et dont l'utilisation des fonds dépend des conditions de mise en conformité du site.

La présente instruction vise à faire connaître aux comptables du Trésor les modalités de mise en œuvre des procédures financières associées aux différents textes pris en matière environnementale.

Elle abroge le chapitre 3 de l'instruction n° 78-112-A7 du 26 juillet 1978.

La mise en œuvre de la procédure suppose, à tous les stades, une coordination avec les préfets. À cet effet, les comptables trouveront en annexes les deux circulaires adressées aux préfets par le ministre de l'Écologie et du développement durable.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique  
LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA 4<sup>ÈME</sup> SOUS-DIRECTION

ETIENNE EFFA

## 1. RÈGLES DE MISE EN ŒUVRE DE LA CONTRAINTE FINANCIÈRE

### 1.1. LA PROCÉDURE PRÉALABLE AUX SANCTIONS

Des fonctionnaires ou agents désignés sont chargés de contrôler la conformité des installations par rapport aux prescriptions légales du Code de l'environnement. S'agissant plus particulièrement des installations classées, les constatations sont menées par un inspecteur des installations classées ou par un expert désigné par le ministre.

En cas de non-conformité des installations, le préfet adresse à l'exploitant<sup>1</sup> un arrêté de mise en demeure de satisfaire aux conditions légales. Cette mise en demeure est assortie d'un délai de réalisation.

Si à l'expiration du délai fixé pour l'exécution, l'exploitant n'a pas obtempéré à la mise en demeure, le préfet prend les sanctions adaptées à la situation.

### 1.2. LE PRONONCÉ ET LA NATURE DES SANCTIONS

Les sanctions sont décidées par le préfet par voie d'arrêtés dont les modèles figurent en annexes.

Les différents textes prévoyant que le préfet « *peut* » prendre ces sanctions, celles-ci n'ont donc pas un caractère systématique.

#### 1.2.1. L'ordre de consignation

Les différents articles du Code de l'environnement prévoient que la consignation est faite entre les mains d'un comptable public. Les conditions de la procédure de consignation sont décrites ci-dessous (voir paragraphe 1.5.).

#### 1.2.2. La décision d'exécution de travaux d'office

Le préfet peut décider de faire réaliser d'office des travaux de mise en conformité des installations et aménagements, de remise en état de sites ou d'autres « mesures prescrites ».

Le préfet décide de l'exécution d'office des travaux lorsqu'il constate :

- soit que l'exploitant n'a pas réalisé les travaux de mise en conformité dans le délai fixé lors de la mise en demeure, (voir ci-dessous le paragraphe 4 du point 1.3.) ;
- soit que l'exploitant est dans l'impossibilité, économiquement ou techniquement, de réaliser les travaux de mise en conformité.

L'arrêté d'exécution d'office (voir annexe n° 2) emporte donc expressément la déchéance de l'exploitant à entreprendre la réalisation des travaux, par lui-même ou par un tiers qu'il désignerait. Outre sa notification à l'exploitant, l'arrêté de travaux d'office est adressé pour information au trésorier-payeur général.

La réalisation des travaux peut être commandée directement par le préfet aux entreprises et organismes qui en ont la capacité technique. Cependant, le préfet peut aussi désigner un organisme public<sup>2</sup> qui négociera lui-même la réalisation des travaux.

<sup>1</sup> La notion d'exploitant peut, dans certains cas, recouvrir la notion de propriétaire d'un site soumis aux règles environnementales. Elle s'applique en outre aux mandataires-liquidateurs.

<sup>2</sup> Ce peut être en particulier l'ADEME : celle-ci est, de par ses statuts, habilitée à intervenir pour la protection des sols et la remise en état des sites pollués (article L. 131-3 du Code de l'environnement), et à entreprendre l'exécution de tous travaux : la construction ou l'exploitation d'ouvrages se rapportant à son objet (article 3 du décret n° 91-732 du 26 juillet 1991).

### 1.2.3. La suspension d'activité

Cette sanction concerne alternativement les autorisations administratives ou le fonctionnement effectif des installations non conformes aux prescriptions du Code de l'environnement.

## 1.3. LA CHRONOLOGIE DES SANCTIONS

L'arrêté de mise en demeure fixe le délai d'exécution au-delà duquel le préfet peut décider la consignation et/ou l'exécution d'office.

La consignation peut être demandée à l'exploitant dans la mesure où elle offre, sous sa contrainte, une ultime chance de s'exécuter. Ainsi la Cour de Cassation juge-t-elle que la consignation ne constitue pas une provision sur le coût des travaux, mais une mesure de coercition pour favoriser ceux-ci (Cour de Cassation, Chambre commerciale, 2 avril 1996, *Société Établissements Fossier-Allard*, n° 93-12609).

Suivant cette logique, fondée sur le caractère coercitif de la mesure de consignation, une telle mesure ne devrait pas pouvoir être prise *après* un arrêté d'exécution d'office.

Au-delà du délai fixé par l'arrêté de mise en demeure, l'arrêté de consignation du préfet n'ouvre pas un nouveau délai légal à l'exploitant, mais simplement un « délai ultime », à l'appréciation du préfet avant exécution d'office. Le préfet peut par exemple différer l'arrêté d'exécution d'office de quelques jours, quelques semaines ou quelques mois<sup>3</sup>.

## 1.4. L'EXÉCUTION DE LA SANCTION FINANCIÈRE

### 1.4.1. Les règles de recouvrement

Les différents articles du Code de l'environnement qui prévoient la consignation disposent que celle-ci est recouvrée comme en matière de créances de l'État étrangères à l'impôt et aux domaines.

Le recouvrement de la somme, qui devra être consignée, ne peut être entrepris qu'après l'émission d'un titre de perception par le préfet du département du lieu où est située l'installation qui doit faire l'objet de travaux.

Un titre exécutoire, pour lequel l'arrêté de consignation est le fait générateur de la créance, est émis à l'expiration du délai fixé par le préfet dans l'arrêté de mise en demeure. L'arrêté de consignation est joint au titre exécutoire en tant que pièce justificative.

Le préfet adresse au trésorier-payeur général, en triple exemplaire, les états exécutoires récapitulés sur un bordereau journalier d'émission, lui-même transmis en double exemplaire. Les états exécutoires sont numérotés dans une série ininterrompue du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de chaque année, de même que les bordereaux journaliers d'émission.

Pour le recouvrement de la consignation, l'État bénéficie d'un privilège de même rang que celui prévu à l'article 1920 du Code général des impôts : les productions de créances en cas de procédure collective doivent donc être faites à titre privilégié.

### 1.4.2. Les contrôles du comptable

L'inexécution des travaux à la date limite, constatée par le préfet, constitue le fait générateur de la déchéance de l'exploitant, d'une part à exécuter les travaux lui-même et, d'autre part, à pouvoir être remboursé des sommes consignées.

---

<sup>3</sup> Le préfet peut mettre à profit ce délai ultime pour apprécier la diligence de l'exploitant à commander et faire exécuter les travaux de mise en conformité.

Le comptable doit donc vérifier, dès l'émission du titre aux fins de consignations, que l'arrêté mentionne, le constat que les travaux ne sont pas exécutés à la date limite fixée par l'arrêté de mise en demeure. Ces informations doivent en effet être énoncées précisément pour être opposables au consignataire qui est dès lors déchu de ses droits à remboursement.

### 1.4.3. Le suivi du recouvrement

Dès réception des deux exemplaires de l'état exécutoire, le comptable, qui conserve l'original, adresse par *lettre recommandée* le second exemplaire au débiteur, pour l'informer d'avoir à se libérer dans les moindres délais du montant de la consignation.

Il importe de ne pas retirer à la procédure le caractère contraignant qui résulte de la mise en demeure. En conséquence, les conditions dans lesquelles pourraient être accordés des délais doivent être restreintes :

- le titre de recette aux fins de consignation est exigible immédiatement, selon les dispositions de l'arrêté du préfet ;
- afin de garantir le paiement de travaux d'office, les directives adressées au préfet préconisent que l'arrêté de travaux d'office ne doit être pris que si les sommes ont été préalablement consignées. Le délai entre l'arrêté de consignation et l'arrêté de travaux d'office constitue donc un délai implicite accordé à l'exploitant pour consigner ;
- un délai qui excéderait la date prévue par l'arrêté de consignation pour le commencement des travaux d'office devra faire l'objet d'une consultation du préfet, pour s'assurer que le niveau d'allègement de la contrainte du paiement préalable reste adapté aux circonstances du dossier.

En toute hypothèse, le comptable devra informer le préfet dans tous les cas où, à l'issue d'un délai de 30 jours après réception de la lettre recommandée notifiant la consignation à l'exploitant, celui-ci ne se serait pas acquitté de sa dette ou n'aurait pas sollicité un délai de paiement au comptable.

### 1.4.4. Remises, annulations et non-valeurs

#### 1.4.4.1. Remises et annulations

Les frais de poursuites peuvent faire l'objet de remises ou annulations conformément aux modalités applicables à l'ensemble des produits de l'état étrangers à l'impôt et au domaine.

#### 1.4.4.2. Non-valeurs

En cas d'insolvabilité constatée, les comptables présenteront au plus vite au préfet un dossier d'admission en non-valeur.

## 1.5. LE DISPOSITIF DE CONSIGNATION

### 1.5.1. Prises en charge

Compte tenu de leur nature, les titres à recouvrer aux fins de consignation ne peuvent faire l'objet d'une prise en charge en tant que recette budgétaire de l'État.

Aussi les états exécutoires font-ils l'objet d'un enregistrement extra-comptable avant envoi aux redevables.

L'enlissement d'un exemplaire des bordereaux journaliers d'émission formera le carnet auxiliaire de prise en charge pour ordre des titres de l'espèce.

## 1.5.2. Les règles de consignation

### 1.5.2.1. Cadre juridique

L'article L. 518-17 du Code monétaire et financier stipule que « *la Caisse des dépôts et consignations est chargée de recevoir les consignations de toute nature, en numéraire ou en valeurs mobilières, prévues par une dispositions législative ou réglementaire ou ordonnées soit par une décision de justice, soit par une décision administrative* ».

En matière environnementale, les consignations à la Caisse des dépôts et consignations sont prévues par les articles L. 216-1, L. 226-8, L. 414-5, L. 514-1, L. 535-5, L. 541-3 et L. 571-17 du Code de l'environnement.

Les décisions de consignation en matière environnementale sont prises sans qu'il soit possible de préjuger quelles seront les modalités de libération ultérieure des fonds (voir ci-dessous point 2). En particulier, ces décisions n'impliquent pas nécessairement que les fonds soient affectés définitivement au budget de l'État.

La Caisse des dépôts et consignations a donc vocation à recevoir les sommes consignées à la suite des décisions préfectorales de l'espèce.

### 1.5.2.2. Procédure de consignation

Le comptable public auprès duquel doit être effectuée la consignation est indiqué dans l'arrêté préfectoral (voir annexe n° 3).

La déclaration, remise en trois exemplaires au préposé de la Caisse des dépôts et consignations précise :

- les textes réglementaires instituant la consignation ;
- la désignation et la qualité de la partie versante (consignateur) ;
- la date du versement aux fins de consignation ;
- le motif de la consignation ;
- le montant de la consignation ;
- les modalités de restitution des fonds (renvoi à une nouvelle décision administrative ultérieure).

L'arrêté préfectoral ordonnant la consignation est obligatoirement joint à la déclaration de versement.

Le comptable informe le préfet de la date à laquelle la totalité des versements, correspondant au total de la consignation ordonnée, ont été encaissés.

## 1.5.3. Prise en charge des frais de poursuites

Le recouvrement forcé de la consignation génère des frais de poursuite à la charge du débiteur. Ces frais constituent des recettes de l'État.

S'agissant de recettes encaissées au comptant (sans titre de perception), ces frais sont comptabilisés lors de l'encaissement de la consignation au crédit du compte 411.81 « *Clients - Produits divers* » spécification comptable 280512 « *Recettes accidentelles à différents titres - Frais de poursuites exercées sur produits fiscaux et non fiscaux* ».

Les deux écritures manuelles ci-après sont saisies le même jour en CGL :

- Débit compte de règlement
- Crédit compte 411.81 « *Clients - Produits divers* » spécification comptable 2805.12 « *Recettes accidentelles à différents titres - Frais de poursuites exercées sur produits fiscaux et non fiscaux* ».



Le jour même de la comptabilisation de la recette relative aux frais de poursuite, il est constaté un produit de même montant au compte 722.18.

- Débit compte 411.81 « *Clients - Produits divers* » spécification comptable 280512
- Crédit compte 722.18 « *Frais de poursuites liés au recouvrement des autres créances* » spécification comptable 280512.

#### 1.5.4. Encaissements

Les écritures sont constatées dans la comptabilité générale pour être reversées ensuite dans la comptabilité de la CDC.

Les encaissements sont imputés en comptabilité générale de l'État au crédit du compte 467.45 « *Consignations pour l'environnement et la protection de la nature* », aux sous-comptes 467.451 « *Protection de l'environnement* » ou 467.452 « *Protection de la nature* ».

- Débit compte de règlement
- Crédit compte 467.451 « *Protection de l'environnement* » ou
- Crédit compte 467.452 « *Protection de la nature* ».

#### 1.5.5. Transfert à la Caisse des dépôts et consignations

##### 1.5.5.1. Écritures par le service CDC de la trésorerie générale

Le transfert à la CDC des sommes recouvrées par le Trésor public sera constaté par le service CDC de la trésorerie générale. Dans l'application GEODE, le code événement à utiliser est le code « O01C » « *Opérations diverses - Recettes* » (le premier caractère est la lettre O, le deuxième est le chiffre zéro).

L'application GEODE intègre automatiquement l'écriture suivante en CGL :

- Débit compte 477.101 « *Comptes transitoires liés à l'application GEODE - Opérations débitrices - Dépenses à régulariser* »
- Crédit compte 477.150 « *Comptes transitoires liés à l'application GEODE - Opérations créditrices - Stockage de recettes* »

Un dossier est concomitamment ouvert dans le logiciel de tenue de comptes des consignations « Consignations 2000 ».

Le contrôle du comptable public, préposé de la Caisse des dépôts et consignations, porte uniquement sur les formalités de déclaration de la consignation (nombre d'exemplaires, respect des mentions obligatoires, arrêté du préfet).

##### 1.5.5.2. Écritures par le Service Recouvrement-produits divers

Le compte 477.101 est apuré par le versement de la consignation encaissée soldant le compte 467.451 ou 467.452 au moyen de l'écriture manuelle suivante en CGL :

- Débit compte 467.451 « *Protection de l'environnement* » ou
- Débit compte 467.452 « *Protection de la nature* »
- Crédit compte 477.101 « *Comptes transitoires liés à l'application GEODE - Opérations débitrices - Dépenses à régulariser* »

## 2. RÈGLES D'UTILISATION DES FONDS

### 2.1. LE CADRE JURIDIQUE DE LIBÉRATION DES FONDS

Le préposé procède à la déconsignation des fonds sur présentation d'une nouvelle décision préfectorale, qui constate que sont réunies les conditions de libération des fonds et ordonne le mode d'utilisation.

La déconsignation aboutit à utiliser la somme consignée :

- soit pour rembourser l'exploitant qui l'a consignée ;
- soit pour payer un tiers pour les travaux qu'il a réalisés, ou fait réaliser, à la demande de l'administration ;
- soit pour alimenter le budget général de l'État, par une recette née d'une sanction administrative pécuniaire.

#### 2.1.1. Restitution au profit de l'exploitant consignataire qui effectue les travaux

La loi prévoit que la somme consignée est restituée à l'exploitant au fur et à mesure de l'exécution par lui-même des mesures prescrites.

Elle confère un véritable droit pour l'exploitant à obtenir la restitution de la somme qu'il a consignée, sous la seule condition qu'il exécute les travaux ordonnés par l'arrêté de consignation.

Ce droit à restitution vise à inciter l'exploitant à saisir l'ultime chance qui lui est donnée de s'exécuter : en échange de son exécution, la sanction pécuniaire de consignation est supprimée, par restitution de la somme consignée.

La loi ne fixe pas la durée de la période du droit à restitution, quand bien même il peut-être déduit que l'exercice du droit à restitution est limité dans le temps. En effet, le fait que le droit à restitution s'exerce tant que l'exploitant exécute les travaux prescrits implique, a contrario, que le droit à restitution prend fin lorsque l'exploitant n'est plus en mesure d'exécuter ces travaux.

La restitution est prononcée par arrêté préfectoral (voir annexe n° 4).

L'exploitant qui demande la restitution après déconsignation doit fournir un RIB du compte sur lequel les montants seront virés.

#### 2.1.2. Emploi de la somme consignée pour le paiement des travaux effectués par des tiers

La loi prévoit que les sommes consignées peuvent être utilisées pour régler les dépenses entraînées par l'exécution d'office. Le terme de « *dépenses entraînées* » implique donc les conséquences suivantes :

- lorsque l'État (le préfet) a commandé directement les travaux, les fonds consignés sont déconsignés par arrêté préfectoral (voir annexe n° 5) à hauteur des travaux justifiés par les factures, décomptes et autres mémoires du prestataire qui a été requis ;
- lorsque le préfet a désigné un organisme tiers pour faire procéder à l'exécution d'office, les fonds consignés sont libérés à hauteur des factures, décomptes et autres mémoires dont le règlement au prestataire aura été justifié.

Il en découle que les sommes ne peuvent être utilisées qu'en remboursement des dépenses réelles qui auront été préalablement exposées à la suite de la décision d'exécution d'office. Le comptable ne peut donc libérer les fonds au vu d'états de prévision de dépenses.

En outre, les fonds ne peuvent être utilisés pour payer des dépenses qui résulteraient de travaux exécutés spontanément par un tiers, hors toute demande formalisée du préfet ou de l'organisme qu'il a désigné à cet effet.

### **2.1.3. Imputation de la somme consignée au budget de l'État**

L'imputation au budget de l'État constitue une sanction financière vis-à-vis de l'exploitant défaillant et porte sur les sommes qui n'auront pu être employées dans le cadre des travaux d'office prescrits par le préfet.

Les sommes revenant au budget de l'État sont donc les montants préalablement consignés :

- pour lesquels l'exploitant ne peut justifier avoir réalisé et payé des travaux ;
- pour lesquels les travaux d'office à la demande du préfet ne peuvent pas être justifiés.

Les préfets ont reçus des directives pour affecter au budget général de l'État, par voie d'arrêté (voir annexe n° 5) les montants non-restitués et non-employés au paiement des travaux d'office.

## **2.2. LES CONTRÔLES DU COMPTABLE PUBLIC**

Avant de libérer les fonds, quelle que soit leur affectation définitive, le comptable public doit s'assurer que les conditions juridiques de la déconsignation sont réunies.

La déconsignation découle donc de la justification au comptable public de différents événements, décrits dans les constatations préalables (procès-verbaux) et l'arrêté de déconsignation du préfet.

### **2.2.1. Les contrôles du comptable public avant restitution**

La restitution à l'exploitant consignataire intervient lorsque le préfet constate qu'il a réalisé les travaux de mise en conformité. Cette décision doit donc faire référence à l'arrêté initial de consignation et attester de la réalisation des travaux.

L'article L. 514-1 du Code de l'environnement dispose que le montant consigné est restitué à l'exploitant au fur et à mesure de l'exécution des mesures prescrites. L'application de cet article pourra donc, le cas échéant, donner lieu à des décisions successives de déconsignation partielle lorsque les travaux sont engagés par l'exploitant.

En cas de réalisation définitive mais partielle des travaux, la décision constate le montant des travaux réalisés par l'exploitant, qui justifient une restitution partielle du montant initialement consigné.

### **2.2.2. Les contrôles du comptable public avant paiement du prix des travaux**

Les fonds sont employés en couverture du montant des travaux exécutés d'office en cas de défaillance de l'exploitant.

Le comptable veille à ce que la décision d'emploi comporte les éléments suivants justifiant la libération des fonds :

- références à l'arrêté aux fins de consignation et au titre de recette initial ;
- constatation de la défaillance de l'exploitant : celle-ci peut être totale ou partielle et, dans ce cas, justifier une répartition entre les fonds restitués à l'exploitant et les fonds employés au paiement des travaux ;
- indication de la date à laquelle la défaillance de l'exploitant est constatée, par comparaison avec la date limite fixée par la mise en demeure (voir ci-dessus §. 1.1.) ;
- références aux décomptes de travaux (dates et montants de dépenses justifiées) ;
- indication du bénéficiaire auquel doivent être versés les fonds déconsignés.

La déconsignation au profit des organismes tiers exécutant des travaux d'office s'effectue en une seule fois.

### 2.2.3. Les contrôles du comptable public avant affectation au budget de l'État

Les montants versés au budget de l'État sont ceux :

- qui n'ont pas été restitués à l'exploitant, soit parce qu'il n'a effectué que partiellement les travaux auxquels il était astreint, soit parce qu'il a été totalement déchu du droit au remboursement lors de la décision d'exécution d'office des travaux ;
- qui n'ont pas été versés en couverture du montant des dépenses exposées (voir ci-dessus §. 2.2.2.).

Le versement au budget de l'État répond aux conditions de procédure suivante :

- il ne peut être ordonné qu'après la période du droit à restitution à l'exploitant ;
- il nécessite une décision précise du préfet : il n'appartient pas au comptable de décider que la somme n'est pas destinée à être utilisée pour les deux autres modes de déconsignation possibles (restitution ou paiement des travaux d'office) ;
- il peut être ordonné sans que le préfet ait arrêté une décision d'exécution de travaux d'office : dans ce cas le caractère définitif de la sanction financière est total et des travaux qui seraient ordonnés ultérieurement seraient financés par les procédures budgétaires classiques, sans qu'il soit possible de « réaffecter » le montant de la consignation.

Les comptables adresseront chaque année aux préfets le relevé des sommes consignées non utilisées. Ils solliciteront l'émission des arrêtés de déconsignation et titres de recette pour imputation définitive au budget général des montants ayant vocation à y être affectés pour les motifs évoqués supra.

## 3. LE DISPOSITIF COMPTABLE

### 3.1. LA DÉCONSIGNATION DES SOMMES TRANSFÉRÉES À LA CDC AU VU DE L'ARRÊTÉ DU PRÉFET

La déconsignation nécessite l'intervention de deux services de la trésorerie générale dans les étapes successives du processus. L'écriture comptable du service CDC doit précéder celle du service « Recouvrement-produits divers » ou, tout au moins lui être simultanée : à défaut, le compte 477.151 serait anormalement débiteur.

#### 3.1.1. La déconsignation par le service CDC de la trésorerie générale

Les sommes transférées à la CDC sont déconsignées au moyen du code événement « O01D » « Opérations diverses - Dépenses » dans l'application GEODE.

L'application GEODE génère l'écriture automatique suivante en CGL :

- Débit compte 477.100 « Comptes transitoires liés à l'application GEODE - Opérations débitrices - Stockage de dépenses »
- Crédit compte 477.151 « Comptes transitoires liés à l'application GEODE - Opérations créditrices - Recettes à régulariser ».

(NB : le compte de correspondant 477.100 est apuré automatiquement par constitution du fichier de règlement – Livre 7 « Trésorerie » du référentiel comptable 2006 – et le compte 477.151 est apuré selon le schéma décrit ci-dessous).

### 3.1.2. La déconsignation par le service Recouvrement-produits divers

Le compte 477.151 est apuré par versement de la somme déconsignée au compte 467.453 « *Consignations de l'environnement et de protection de la nature - Sommes déconsignées en cours d'utilisation* ».

L'écriture suivante est saisie manuellement en CGL :

- Débit compte 477.151 « *Comptes transitoires liés à l'application GEODE - Opérations créditrices - Recettes à régulariser* »
- Crédit compte 467.453 « *Consignations de l'environnement et de protection de la nature - Sommes déconsignées en cours d'utilisation* ».

Le compte 467.453 est débité du montant des sommes reversées à l'exploitant ou au propriétaire du site après l'exécution des travaux ordonnés par le préfet ou des sommes utilisées en remboursement des travaux exécutés par l'ADEME ou des travaux exécutés et payés par l'État.

Il importe que l'écriture comptable du service CDC précède celle du Service Recouvrement-produits divers. Tout au moins les deux écritures doivent-elles être enregistrées le même jour, à défaut de quoi le compte 477.151 serait anormalement débiteur.

## 3.2. UTILISATION DES SOMMES DÉCONSIGNÉES

### 3.2.1. Le reversement à l'exploitant du site

Il est effectué par le Service Recouvrement-produits divers :

- Débit compte 467.453 « *Consignations de l'environnement et de protection de la nature - Sommes déconsignées en cours d'utilisation* »
- Crédit compte de règlement.

### 3.2.2. Le remboursement des travaux

La procédure peut être différente selon que le remboursement est effectué au profit d'un organisme agréé<sup>4</sup> chargé de l'exécution des travaux d'office ou qu'il est réalisé au profit de l'État qui a exécuté et payé directement les travaux.

#### 3.2.2.1. Remboursement des travaux à un organisme agréé

Lorsqu'un organisme agréé a été chargé par le préfet d'exécuter les travaux d'office, la déconsignation et le remboursement des dépenses interviennent au vu d'un arrêté préfectoral :

- qui constate que les travaux de mise en conformité ont été réalisés par l'organisme ;
- qui atteste du montant des travaux ;
- qui ordonne la déconsignation à concurrence du montant facturé par l'organisme ;
- qui ordonne, le cas échéant, le versement du reliquat non utilisé de la somme consignée au budget général de l'État.

L'écriture suivante est saisie manuellement en CGL :

- Débit compte 467.453 « *Consignations de l'environnement et de protection de la nature - Sommes déconsignées en cours d'utilisation* »
- Crédit compte de règlement.

<sup>4</sup> tel que l'ADEME.

### 3.2.2.2. Remboursement au budget général de l'État

Lorsque le préfet charge directement une entreprise d'exécuter les travaux d'office, il intervient alors en tant qu'ordonnateur engageant le budget général de l'État. La procédure conforme au cadre normatif, budgétaire et comptable, de la LOLF est alors la suivante.

Le préfet règle les travaux sur ses crédits budgétaires et utilise les sommes déconsignées, par la voie du rétablissement de crédits, pour récupérer les crédits consommés. Le titre de perception traduit la prise de possession de la consignation par l'État du fait de l'abandon de ses droits par l'exploitant ou le propriétaire du site en n'ayant pas exécuté lui-même les travaux.

À compter de 2006, les ordonnateurs secondaires peuvent rétablir toutes les dépenses au niveau local : dépenses de fonctionnement, y compris les dépenses d'investissement.

Simultanément, au paiement des travaux imputé sur ses crédits budgétaires, le préfet émet un ordre de reversement du montant des travaux sur le compte 728.51 « *Produit des reversements de fonds sur dépenses des ministères à annuler - Produit des reversements provenant des tiers* » spécification comptable 485.541 « *Dépenses ordinaires - Dépenses provisoires et trop-perçus remboursés par des tiers* » s'il s'agit de dépenses de fonctionnement, ou spécification comptable 485.641 « *Dépenses en capital - Dépenses provisoires et trop-perçus remboursés par des tiers* » s'il s'agit de dépenses d'investissement.

Le titre est émis à l'encontre de l'exploitant sanctionné sur l'acquit du trésorier-payeur général pour emploi des sommes déconsignées figurant au compte 467.453.

Le titre est accompagné d'une copie de l'arrêté de déconsignation du préfet.

*Le Service Recouvrement-produits divers prend en charge le titre dans l'application REP.*

#### ☞ *Prise en charge du titre*

- Débit compte 411.31 « *Clients - Reversements de fonds sur dépenses des ministères - Titres de l'année courante* » assorti de la spécification comptable 485541 ou 485641 figurant sur le titre de perception
- Crédit compte 728.51 « *Produit des reversements de fonds sur dépenses des ministères à annuler - Produit des reversements provenant des tiers* » spécification comptable 485541 ou 485641.

#### ☞ *Versement sur le titre de perception de la somme déconsignée, utilisée en remboursement des travaux*

- Débit compte 467.453 « *Consignations de l'environnement et de protection de la nature. Sommes déconsignées en cours d'utilisation* »
- Crédit compte 411.31 précité, spécification comptable 485541 ou 485641.

#### ☞ *Constatation de la disponibilité des fonds et des droits à rétablissement de crédits*

- Débit compte 485.91 « *Droits à rétablissement* »
- Crédit compte 485.541 ou 485.641.

Le comptable envoie la déclaration de recette à l'ordonnateur qui a réglé les travaux, en vue du rétablissement de crédits.

Les trois écritures ci-dessus sont générées par l'application REP pour intégration automatique en comptabilité générale.

À réception de la déclaration de recette, le préfet demande le rétablissement de crédits de la somme encaissée sur le titre.

*Le service de la Dépense exécute le rétablissement de crédits.*

La procédure de rétablissement de crédits permet la reconstitution des crédits de paiement et de l'autorisation d'engagement consommés par le paiement des travaux dans la comptabilité de l'ordonnateur.

Le BRADO (bordereau d'annulation des dépenses à opérer) est saisi par l'ordonnateur dans l'application NDL et validé par le service de la Dépense de la trésorerie générale, qui réalise le rétablissement de crédits.

En comptabilité générale, il est constaté une écriture manuelle traduisant l'emploi des fonds disponibles :

- Débit compte 485.541 ou 485.641
- Crédit compte 485.91 « *Droits à rétablissement* ».

#### 4. DISPOSITIF TRANSITOIRE

Les montants encaissés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2006 par les trésoriers-payeurs généraux ont été imputés, conformément à l'instruction n° 78-112-A7 du 26 juillet 1978, au compte 467.45 [ex 466.135] « *Consignations pour l'environnement et la protection de la nature* ».

Exceptionnellement, ces sous-comptes 467.451 et 467.452 pourront être débités directement des montants encaissés pour être restitués aux exploitants, employés au paiement des travaux d'office ou imputés au budget général de l'État. Les pièces justificatives des débits au compte 467.45 devront être les mêmes que celles qui sont visées ci-dessus pour la procédure de déconsignation.

Il est toutefois apparu que, pour des dossiers anciens, certaines trésoreries générales ont imputé directement les consignations reçues comme recettes définitives au budget de l'État : la reprise du bilan d'entrée devra être l'occasion de rétablir comme dettes (recettes issues de consignations et susceptibles d'être restituées) ces consignations imputées à tort.

Au préalable, les trésoreries générales concernées voudront bien recenser très précisément les dossiers et les montants concernés par cette régularisation.

Les écritures de bilan d'entrée pour régulariser ces situations devront être les suivantes :

- Débit 1028 « *Écarts d'intégration* »
- Crédit 467.453 « *Consignations de l'environnement et de protection de la nature - Sommes déconsignées en cours d'utilisation* ».

Toutes difficultés d'application de la présente instruction devront être signalées sous le timbre des bureaux 4B, 5D et 6B.

## ANNEXE N° 1 : Extraits du Code de l'environnement

**Eaux et milieux aquatiques - Article L. 216-1***(Loi n° 2005-157 du 23 février 2005 art. 132 IX Journal Officiel du 24 février 2005)*

I. - Indépendamment des poursuites pénales, en cas d'inobservation des dispositions prévues par les articles L. 211-2, L. 211-3, L. 211-5, L. 211-7, L. 211-12, L. 214-1 à L. 214-9, L. 214-11 et L. 214-12 ou les règlements et décisions individuelles pris pour leur application, le préfet met en demeure d'y satisfaire dans un délai déterminé.

II. - Si, à l'expiration du délai fixé, il n'a pas été obtempéré à cette injonction par l'exploitant ou par le propriétaire de l'installation s'il n'y a pas d'exploitant, le préfet peut :

1° l'obliger à consigner entre les mains d'un comptable public une somme correspondant à l'estimation du montant des travaux à réaliser, laquelle sera restituée au fur et à mesure de leur exécution ; il est, le cas échéant, procédé au recouvrement de cette somme comme en matière de créances de l'État étrangères à l'impôt et au domaine ;

2° faire procéder d'office, sans préjudice de l'article L. 211-5, aux frais de l'intéressé, à l'exécution des mesures prescrites. Les sommes consignées en application des dispositions ci-dessus peuvent être utilisées pour régler les dépenses entraînées par l'exécution d'office ;

3° suspendre, s'il y a lieu, l'autorisation jusqu'à exécution des conditions imposées.

**Air et atmosphère - Article L. 226-8**

I. - Lorsque l'un des fonctionnaires ou agents désignés à l'article L. 226-2 constate l'inobservation des dispositions prévues au présent titre ou des textes et décisions pris pour son application, le préfet met en demeure l'intéressé de satisfaire à ces obligations dans un délai déterminé, et l'invite à présenter ses observations dans le même délai.

II. - Si, à l'expiration de ce délai, il n'a pas obtempéré à cette injonction, le préfet peut :

1° prescrire la consignation entre les mains d'un comptable public d'une somme répondant des travaux ou opérations de mise en conformité ; cette somme est restituée au fur et à mesure de leur exécution. Pour le recouvrement de cette somme, l'État bénéficie d'un privilège de même rang que celui prévu à l'article 1920 du Code général des impôts ;

2° faire procéder d'office, aux frais de l'intéressé, à l'exécution des travaux ou opérations de mise en conformité ;

3° ordonner la suspension de l'activité, l'immobilisation ou l'arrêt du fonctionnement du matériel ou de l'engin en cause jusqu'à l'exécution des travaux ou opérations de mise en conformité.

III. - Les sommes consignées en application des dispositions du 1° du II peuvent être utilisées pour régler les dépenses entraînées par l'exécution d'office des mesures prévues aux 2° et 3° du II.



## ANNEXE N° 1 (suite)

IV. - Les décisions prises en application des paragraphes précédents sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

V. - Lorsque l'état exécutoire pris en application d'une mesure de consignation ordonnée par le préfet fait l'objet d'une opposition devant le juge administratif, le président du tribunal administratif ou le magistrat qu'il délègue, statuant en référé, peut, nonobstant cette opposition, à la demande du préfet ou de toute personne intéressée, décider que le recours ne sera pas suspensif, dès lors qu'aucun des moyens avancés ne lui paraît sérieux. Le président du tribunal statue dans les quinze jours de sa saisine.

VI. - Pendant la durée de la suspension de l'activité, l'exploitant d'une entreprise industrielle, commerciale, agricole ou de services est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels celui-ci avait droit jusqu'alors.

**Protection de la faune et de la flore - Article L. 414-5**

*(inséré par Ordonnance n° 2001-321 du 11 avril 2001 art. 8 Journal Officiel du 14 avril 2001)*

I. - Lorsqu'un programme ou projet de travaux, d'ouvrage ou d'aménagement entrant dans les prévisions de l'article L. 414-4 est réalisé sans évaluation préalable, sans l'accord requis ou en méconnaissance de l'accord délivré, l'autorité de l'État compétente met l'intéressé en demeure d'arrêter immédiatement l'opération et de remettre, dans un délai qu'elle fixe, le site dans son état antérieur.

Sauf en cas d'urgence, l'intéressé est mis à même de présenter ses observations préalablement à la mise en demeure.

II. - Si à l'expiration du délai qui lui a été imparti pour la remise en état du site l'intéressé n'a pas obtenu, l'autorité administrative peut :

1° ordonner à l'intéressé de consigner entre les mains d'un comptable public une somme répondant du montant des opérations à réaliser, laquelle lui est restituée au fur et à mesure de l'exécution des mesures prescrites. Il est procédé au recouvrement de cette somme comme en matière de créances étrangères à l'impôt et au domaine. Pour le recouvrement de cette somme, l'État bénéficie d'un privilège de même rang que celui prévu à l'article 1920 du Code général des impôts ;

2° faire procéder d'office, aux frais de l'intéressé, à la remise en état du site.

III. - Les sommes consignées en application du 1° du II peuvent être utilisées pour régler les dépenses entraînées par l'exécution d'office des mesures prévues au 2° du II.

## ANNEXE N° 1 (suite)

**Installations classées pour la protection de l'environnement - Article L. 514-1**

I. - Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, et lorsqu'un inspecteur des installations classées ou un expert désigné par le Ministre chargé des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé. Si, à l'expiration du délai fixé pour l'exécution, l'exploitant n'a pas obtempéré à cette injonction, le préfet peut :

1° obliger l'exploitant à consigner entre les mains d'un comptable public une somme répondant du montant des travaux à réaliser, laquelle sera restituée à l'exploitant au fur et à mesure de l'exécution des mesures prescrites ; il est procédé au recouvrement de cette somme comme en matière de créances étrangères à l'impôt et au domaine. Pour le recouvrement de cette somme, l'État bénéficie d'un privilège de même rang que celui prévu à l'article 1920 du Code général des impôts ;

2° faire procéder d'office, aux frais de l'exploitant, à l'exécution des mesures prescrites ;

3° suspendre par arrêté, après avis de la commission départementale consultative compétente, le fonctionnement de l'installation, jusqu'à exécution des conditions imposées et prendre les dispositions provisoires nécessaires.

II. - Les sommes consignées en application des dispositions du 1° du I peuvent être utilisées pour régler les dépenses entraînées par l'exécution d'office des mesures prévues aux 2° et 3° du I.

III. - Lorsque l'état exécutoire pris en application d'une mesure de consignation ordonnée par l'autorité administrative fait l'objet d'une opposition devant le juge administratif, le président du tribunal administratif ou le magistrat qu'il délègue, statuant en référé, peut, nonobstant cette opposition, à la demande du représentant de l'État ou de toute personne intéressée, décider que le recours n'est pas suspensif, dès lors que les moyens avancés par l'exploitant ne lui paraissent pas sérieux. Le président du tribunal statue dans les quinze jours de sa saisine.

**Organismes génétiquement modifiés - Article L. 535-5**

I. - Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées et des mesures prévues à l'article L. 535-2, lorsque les prescriptions imposées lors de l'autorisation ne sont pas respectées, l'autorité compétente met en demeure le titulaire de l'autorisation de satisfaire à ces prescriptions dans un délai déterminé.

II. - Si, à l'expiration du délai fixé pour l'exécution, le titulaire de l'autorisation n'a pas obtempéré à cette injonction, l'autorité compétente peut :

1° obliger le titulaire de l'autorisation à consigner entre les mains d'un comptable public une somme répondant du montant des travaux à réaliser, laquelle sera restituée à l'exploitant au fur et à mesure de l'exécution des mesures prescrites ; il est procédé au recouvrement de cette somme comme en matière de créances étrangères à l'impôt et au domaine ;

## ANNEXE N° 1 (suite)

2° faire procéder d'office, aux frais du titulaire de l'autorisation, à l'exécution des mesures prescrites ;

3° suspendre l'autorisation jusqu'à exécution des conditions imposées et, le cas échéant, prendre les dispositions provisoires nécessaires.

III. - Les sommes consignées en application des dispositions du 1° du II peuvent être utilisées pour régler les dépenses entraînées par l'exécution d'office des mesures prévues aux 2° et 3° du II du présent article.

### Déchets - Article L541-3

*(Loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 art. 32 Journal Officiel du 31 juillet 2003)*

En cas de pollution des sols, de risque de pollution des sols, ou au cas où des déchets sont abandonnés, déposés ou traités contrairement aux prescriptions du présent chapitre et des règlements pris pour leur application, l'autorité titulaire du pouvoir de police peut, après mise en demeure, assurer d'office l'exécution des travaux nécessaires aux frais du responsable.

L'exécution des travaux ordonnés d'office peut être confiée par le Ministre chargé de l'environnement à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie. L'autorité titulaire du pouvoir de police peut également obliger le responsable à consigner entre les mains d'un comptable public une somme répondant du montant des travaux à réaliser, laquelle sera restituée au fur et à mesure de l'exécution des travaux. Les sommes consignées peuvent, le cas échéant, être utilisées pour régler les dépenses entraînées par l'exécution d'office. Lorsque l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie intervient pour exécuter des travaux ordonnés d'office, les sommes consignées lui sont réservées à sa demande.

Il est procédé, le cas échéant, au recouvrement de ces sommes comme en matière de créances étrangères à l'impôt et au domaine. Pour ce recouvrement, l'État bénéficie d'un privilège de même rang que celui prévu à l'article 1920 du Code général des impôts.

Lorsque l'état exécutoire pris en application d'une mesure de consignation ordonnée par l'autorité administrative fait l'objet d'une opposition devant le juge administratif, le président du tribunal administratif ou le magistrat qu'il délègue, statuant en référé, peut, nonobstant cette opposition, à la demande de l'autorité titulaire du pouvoir de police ou de toute personne intéressée, décider que le recours ne sera pas suspensif dès lors que les moyens avancés par l'exploitant ne lui paraissent pas sérieux. Le président du tribunal statue dans les quinze jours de sa saisine.

Est réputé abandon tout acte tendant, sous le couvert d'une cession à titre gratuit ou onéreux, à soustraire son auteur aux prescriptions du présent chapitre et des règlements pris pour son application.

Lorsque l'exploitant d'une installation d'élimination de déchets fait l'objet d'une mesure de consignation en application du présent article ou de l'article L. 514-1, il ne peut obtenir d'autorisation pour exploiter une autre installation d'élimination de déchets avant d'avoir versé la somme consignée.

## ANNEXE N° 1 (suite et fin)

Lorsque, en raison de la disparition ou de l'insolvabilité du producteur ou du détenteur de déchets, la mise en œuvre des dispositions du premier alinéa n'a pas permis d'obtenir la remise en état du site pollué par ces déchets, l'État peut, avec le concours financier éventuel des collectivités territoriales, confier cette remise en état à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.

Les travaux mentionnés à l'alinéa précédent et, le cas échéant, l'acquisition des immeubles peuvent être déclarés d'utilité publique à la demande de l'État. La déclaration d'utilité publique est prononcée après consultation des collectivités territoriales intéressées et enquête publique menée dans les formes prévues par le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique. Lorsque l'une des collectivités territoriales intéressées, le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête a émis un avis défavorable, la déclaration d'utilité publique est prononcée par décret en Conseil d'État.

**Prévention des nuisances sonores - Article L. 571-17**

*(Ordonnance n° 2004-1199 du 12 novembre 2004 art. 1 Journal Officiel du 14 novembre 2004)*

I. - Indépendamment des poursuites pénales, l'autorité administrative compétente peut, après mise en demeure et procédure contradictoire, prendre toutes mesures destinées à faire cesser les troubles résultant de l'émission ou de la propagation de bruits ayant pour origine tout objet ou dispositif non pourvu de l'homologation ou de la certification prévues par l'article L. 571-2, ou ne satisfaisant pas aux prescriptions établies en application de cet article, et décider à titre provisoire l'arrêt du fonctionnement, l'immobilisation, l'interdiction de mise sur le marché, la saisie en tout lieu où il se trouve, ou demander au juge que l'objet ou le dispositif soit rendu inutilisable ou détruit.

II. - Indépendamment des poursuites pénales encourues, lorsque l'autorité administrative compétente a constaté l'inobservation des dispositions prévues à l'article L. 571-6 ou des règlements et décisions individuelles pris pour son application, elle met en demeure l'exploitant ou le responsable de l'activité d'y satisfaire dans un délai déterminé. Si, à l'expiration du délai fixé pour l'exécution, il n'a pas été obtempéré à cette injonction, l'autorité administrative compétente peut, après avoir mis l'intéressé en mesure de présenter sa défense :

1° obliger l'exploitant ou le responsable de l'activité à consigner entre les mains d'un comptable public une somme correspondant au montant des travaux à réaliser, laquelle sera restituée au fur et à mesure de l'exécution des mesures prescrites ; il est procédé au recouvrement de cette somme comme en matière de créance étrangère à l'impôt et au domaine ;

2° faire procéder d'office, aux frais de l'exploitant ou du responsable de l'activité, à l'exécution des mesures prescrites ;

3° suspendre l'activité jusqu'à exécution des mesures prescrites.

III. - Les sommes consignées en application des dispositions du 1° du II peuvent être utilisées pour régler les dépenses entraînées par l'exécution d'office des mesures prévues au 2° du II.

## ANNEXE N° 2 : Modèle d'arrêté de travaux d'office

Le préfet de XXX

*Vu le Code de l'environnement Livre V Titre I et notamment son article L. 514-1 ;*

*(Vu le Code de l'environnement Livre V Titre IV et son article L. 542-12 ;)*

*Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;*

*Vu l'arrêté du..... pris à l'encontre de M. .... (ou de la société.....) ;*

*Vu l'arrêté de mise en demeure en date du..... ;*

*Vu l'arrêté de consignation en date du..... ;*

*Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées constatant l'inobservation des prescriptions imposées ;*

*Considérant que la situation constatée porte un grave préjudice aux intérêts protégés visés à l'article 511-1 du Code de l'environnement ;*

*Considérant que toutes les autres procédures administratives possibles ont été engagées sans que le préjudice causé à l'environnement ait pu être réparé ;*

*Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du département du..... ;*

*Arrête :*

**Article premier** - Il sera procédé à l'exécution des évaluations ou travaux suivants, aux frais des personnes physiques ou morales responsables du site :

- .....

- .....

- .....

**Article 2** - L'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (l'Agence Nationale pour la gestion des Déchets Radioactifs - l'ANDRA-) ou l'entreprise YYYYYY est chargée de l'application de la présente décision d'exécuter ou de faire exécuter les travaux prescrits.

**Article 3** - Le droit des tiers est et demeure expressément réservé.

*(nécessaire dans le cas d'une consignation)* **Article 4** – La société XXXXXX (ou M. ....) est déchue de ses droits de réaliser ou de faire réaliser à leur compte les travaux sur le site.

*(nécessaire dans le cas d'une consignation)* **Article 5** - Dans la limite des fonds consignés, M. le TPG remettra à l'ADEME (ou la société YYYYYY) les sommes exposées sur présentation d'une facture des dépenses réalisées accompagnées des justificatifs correspondants.

**Article 6** – Une ampliation du présent arrêté sera déposée à la mairie de ....

## ANNEXE N° 3 : Modèle d'arrêté de consignation

Le préfet de XXX

*Vu le Code de l'environnement Livre V Titre I et notamment son L. 514-1 ;*

*Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;*

*Vu l'arrêté préfectoral n° ..... du ..... autorisant la société ..... à exploiter sur le territoire de la commune ....., à ....., une installation de XXX ; {le cas échéant}*

*Vu l'arrêté préfectoral n° ....., en date du..... mettant en demeure, dans un délai de....., M. .... de procéder à..... ;*

*Vu le rapport de M. l'inspecteur des installations classées de la DRIRE de..... en date du..... ;*

**Considérant** que l'exploitant ne respecte toujours pas les dispositions de l'arrêté de mise en demeure susvisé ;

**Considérant** que cette situation présente des risques (nuisances...) vis à vis de l'environnement de l'établissement concerné, et qu'il convient donc d'y mettre un terme ;

*Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du département du..... ;*

*Arrête :*

**Article premier** – La procédure de consignation prévue à l'article L. 514-1 de la loi susvisée est engagée à l'encontre de M. ...., demeurant.....

À cet effet, un titre de perception d'un montant de..... répondant du coût des travaux de..... est rendu immédiatement exécutoire auprès de Monsieur le trésorier payeur général de .....

**Article 2** – Sur avis de l'inspection des installations classées, les sommes consignées pourront être restituées à M. .... au fur et à mesure de l'exécution par lui-même des mesures prescrites.

**Article 3** – En cas d'inexécution des travaux, et déclenchement de la procédure de travaux d'office prévue à l'article L. 514-1, M. .... perdra bénéfice des sommes consignées. Ces dernières pourront alors être utilisées pour régler les dépenses entraînées par l'exécution d'office des mesures demandées.

**Article 4** – L'utilisation de la somme consignée ne pourra avoir lieu que dans le cadre d'un arrêté de travaux d'office pris sur avis de l'inspection des installations classées.

**Article 5 – voies et délais de recours**

Le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de ....., dans un délai de 2 mois pour l'exploitant de l'installation, de 4 ans pour les tiers.

**Article 6 – ampliation et exécution**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de XXX,

M. le Trésorier Payeur Général du Département de XXX,

M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,

Les inspecteurs des Installations Classées placés sous son autorité,

M. le Maire de la commune de XXX,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont une ampliation leur sera adressée ainsi qu'à la société XXX.

## ANNEXE N° 4 : Modèle de restitution à l'exploitant des sommes consignées

Le préfet de XXX

*Vu le Code de l'environnement Livre V Titre I et notamment son L. 514-1;**Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;**Vu l'arrêté préfectoral n° ....., en date du..... mettant en demeure, dans un délai de....., M. .... de procéder à..... ;**Vu l'arrêté de consignation n° ....., en date du..... et le titre de perception émis à la date du..... ;**Vu le rapport de M. l'inspecteur des installations classées de la DRIRE de..... en date du..... ;**Considérant que M. .... a exécuté tout ou partie des dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé et que les raisons ayant motivé sa signature sont en cours de traitement ;**Considérant qu'il n'y a plus lieu de poursuivre la contrainte sur M. .... tendant à lui faire procéder aux travaux engagés ;**Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du département du..... ;**Arrête :***Article premier** – La procédure de restitution des sommes consignées prévue à l'article L. 514-1 de la loi susvisée est engagée en faveur de la société ....., située à.....**Article 2** – Sur avis de l'inspection des installations classées, les sommes consignées peuvent être restituées à M. .... en raison de l'exécution par lui-même des mesures prescrites.**Article 3** – Le montant restitué s'élève à ..... €, correspondant à l'état d'avancement des travaux constatés.**Article 4 – ampliation et exécution**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de XXX,

M. le Trésorier Payeur Général du Département de XXX,

M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,

Les inspecteurs des Installations Classées placés sous son autorité,

M. le Maire de la commune de XXX,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont une ampliation leur sera adressée ainsi qu'à la société XXX.

ANNEXE N° 5 : Arrêté d'affectation des sommes consignées (pris à la suite d'un arrêté de travaux d'office)

Le préfet de XXX

*Vu le Code de l'environnement Livre V Titre I et notamment son L. 514-1 ;*

*Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;*

*Vu l'arrêté préfectoral n° ....., en date du..... mettant en demeure, dans un délai de....., M. .... de procéder à..... ;*

*Vu l'arrêté de consignation n° ....., en date du..... et le titre de recette émis à la date du..... ;*

*Vu le rapport de M. l'inspecteur des installations classées de la DRIRE de..... en date du..... constatant l'inexécution des mesures prescrites ;*

*Vu l'arrêté de travaux d'office n°..... en date du ....., chargeant l'entreprise ..... de réaliser les travaux en lieu et place de M .....*

*Vu le rapport de M. l'inspecteur des installations classées de la DRIRE de..... en date du..... constatant la réalisation des travaux prescrits ;*

*Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du département du.....;*

*Arrête :*

**Article premier** – Les sommes consignées en application de l'arrêté du \_\_/\_\_/\_\_ susvisé, seront reversées à la société ....., demeurant..... chargée d'office de l'exécution des travaux en lieu et place de la société .....

**Article 2** – Le montant à reverser à l'entreprise ..... s'élève à ..... €.

**Article 3** – Les sommes restantes seront affectées au budget de l'État.



## ANNEXE N° 6 : Circulaire du ministère de l'Environnement et du développement durable

Service de l'Environnement Industriel

Paris, le

Bureau de la pollution des sols  
et des pollutions radioactives

Affaire suivie par :

Laurent OLIVÉ

Tél : 01 42 19 14 60 - Fax : 01 42 19 14 67

laurent.olive@ecologie.gouv.fr

La Ministre

à

Mmes et MM les Préfets de départements

N/Ref : BPSPR/2006-77/LO

objet : modalités d'application de la procédure de consignation prévue à l'article 514-1 du Code de l'environnement

L'article 514-1 du Code de l'environnement vous permet, en cas de non-application de l'arrêté de mise en demeure par l'exploitant, de procéder à la consignation des sommes correspondants aux mesures prescrites. La présente circulaire a pour objet de rappeler les modalités d'application pratique de cette disposition. Dans la cas où la consignation conduit à la procédure de travaux d'office, les présentes instructions sont complétées par la circulaire relative à la gestion de la défaillance de l'exploitant.

Sur un plan général, pour obtenir le respect des prescriptions réglementaires, je vous rappelle que vous pouvez employer de manière indépendante les poursuites pénales et les sanctions administratives.

En ce qui concerne ces dernières, leur mise en œuvre nécessite l'intervention préalable d'une mise en demeure effectuée par arrêté préfectoral. Cette mise en demeure doit spécifier le délai sous lequel ces mesures devront être réalisées. En cas d'inobservation de cette mise en demeure, vous avez la possibilité de déclencher les sanctions administratives prévues à l'article 514-1 du Code de l'environnement, c'est-à-dire :

- la consignation d'une somme répondant du montant des travaux à réaliser,
- l'exécution d'office,
- la suspension du fonctionnement de l'installation.

Compte tenu de l'existence de ces trois types de sanctions, je vous demande de veiller à ce que l'arrêté de mise en demeure rappelle qu'en cas d'inobservation, alors que la date limite mentionnée ci-dessus est dépassée, « les sanctions administratives à l'article 514-1 du Code de l'environnement pourront être appliquées », sans donner à ce stade d'indications sur la procédure que vous adopteriez dans cette hypothèse.

Vous n'aurez ainsi pas à renouveler la mise en demeure dans le cas où, après avoir engagé l'une des trois procédures de sanction administrative, vous souhaiteriez recourir à une autre des possibilités dont vous disposez.

Enfin, une concertation avec le trésorier-payeur général, apparaît de nature à éviter tout blocage dans la mise en œuvre de la procédure de consignation que vous serez amené à engager.

### I. PROCÉDURE DE CONSIGNATION - ÉVALUATION DE LA SOMME

La somme à consigner doit « répondre » du montant des travaux à effectuer ce qui implique que vous n'êtes pas dans l'obligation de procéder à une évaluation précise du montant des travaux.

Toutefois, vous veillerez à ce que la somme dont vous demanderez la consignation, soit fixée à un montant raisonnable et proportionné à l'ampleur des travaux à réaliser. Vous pourrez pour ce faire vous appuyer à titre indicatif sur la fourniture de devis.

L'octroi de facilités de paiement relève de la compétence du comptable public. Un étalement pourra toutefois être justifié. Dans l'hypothèse où, dès l'émission du titre, vous estimerez souhaitable qu'un tel étalement soit accordé, il vous appartiendra de l'indiquer sur le titre en faisant mention de la durée du plan de règlement et de la date d'exigibilité de chacune des échéances que vous aurez fixées. Dans une telle hypothèse, l'échéancier mentionnera alors que la première échéance devra être réglée à réception du titre.

Des facilités pourront aussi être octroyées par les TPG sous réserve bien entendu que l'étalement décidé n'aboutisse pas à vider la procédure de tout effet contraignant.

## ANNEXE N° 6 (suite)

### II. MISE EN ŒUVRE DE LA PROCÉDURE

Le recouvrement de la somme qui devra être consignée ne pourra être entrepris qu'après l'émission par vos soins d'un titre de perception.

Vous émettrez ce titre, qui devra être rendu immédiatement exécutoire, à l'expiration du délai que vous aurez fixé à l'exploitant pour satisfaire aux conditions imposées dans votre arrêté de mise en demeure.

Vous adresserez au trésorier-payeur général, en triple exemplaire, les états exécutoires récapitulés sur un bordereau journalier d'émission, lui-même transmis en double exemplaire. Les états exécutoires devront être numérotés dans une série ininterrompue du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de chaque année, de même que les bordereaux journaliers d'exécution.

Au moment de l'envoi desdits documents au trésorier payeur général, vous transmettez à l'exploitant une ampliation de l'arrêté précité en précisant par courrier circonstancié les raisons qui motivent cette procédure et en rappelant que, tant que la procédure de travaux d'office n'est pas engagée, les sommes pourront être restituées au fur et à mesure de l'exécution et de la justification des mesures initialement prescrites.

### III. SURVEILLANCE DES OPÉRATIONS DE RECOUVREMENT

Le comptable public adressera à l'exploitant le titre de recette établi pour le montant de la consignation, dont ce dernier devra s'acquitter dans les moindres délais.

30 jours après que la consignation ait été notifiée à l'exploitant, le comptable chargé de l'opération, devra vous avertir de l'état du recouvrement (total, partiel, délai). Il précisera le cas échéant, si l'insolvabilité a été constatée (exploit d'huissier constatant le défaut de bien réalisables, clôture pour insuffisance d'actif attestée par le mandataire-liquidateur).

Dans cette hypothèse vous pourrez décider l'abandon total ou partiel du recouvrement forcé de la consignation. Le constat d'insolvabilité notifié par le TPG fondera objectivement votre décision d'abandonner le recouvrement et d'accepter l'admission en non-valeur qui vous sera demandée par le comptable public.

Dans le cas contraire, vous ferez, en tout état de cause, connaître au trésorier-payeur général, qu'il y a lieu de poursuivre le recouvrement, le cas échéant sur des montants moindres correspondants aux mesures les plus prioritaires. Dans ce cas, le nouveau montant fera l'objet d'un nouvel arrêté préfectoral de consignation. La situation sera à nouveau examinée selon les mêmes modalités dans un nouveau délai de trois mois.

En cas d'impossibilité du recouvrement, il vous appartiendra d'apprécier si la procédure de travaux d'office peut être mise en œuvre, ou s'il convient d'imposer la suspension provisoire de l'installation, compte tenu de la nouvelle situation créée. Pour le cas où l'installation est déjà en cours de cessation d'activité, et que la situation nécessite la mise en œuvre de mesures de mise en sécurité, je vous rappelle les instructions prévues dans la circulaire relative à la cessation d'activité et à la gestion de la défaillance de l'exploitant.

### IV. RESTITUTION DES SOMMES CONSIGNÉES

L'article 514-1 prévoit que la somme consignée est restituée à l'exploitant, au fur et à mesure de l'exécution des travaux.

Il vous appartiendra de fixer par un arrêté de restitution des sommes, que vous adresserez au trésorier-payeur général, le montant de la somme à restituer en vous basant sur tous les éléments utiles, dont notamment, la constatation de l'avancement des travaux ou la production par l'exploitant, des factures correspondantes.

L'article 514-1 permet également d'utiliser les sommes consignées pour faire réaliser les travaux par un prestataire tiers en lieu et place de l'exploitant. la procédure de travaux d'office et les conditions d'utilisation des sommes consignées à cette fin sont traitées par la circulaire relative à la gestion de la défaillance de l'exploitant.

### V. CLÔTURE DES OPÉRATIONS

La consignation constitue en toute hypothèse une procédure intermédiaire avant utilisation définitive des fonds. Vous devrez veiller à ne pas laisser consignées indéfiniment des sommes qui n'auraient pas été soit restituées à l'exploitant, soit employées au remboursement des travaux. Vous procéderez donc systématiquement à la clôture de chaque opération.

## ANNEXE N° 6 (suite)

**VI. DISPOSITIONS TRANSITOIRES**

Les procédures de consignation en cours ne sont pas remises en cause par la présente circulaire. Toutefois, vous veillerez à poursuivre ces procédures conformément aux nouvelles dispositions.

Par ailleurs, les trésoreries générales recevront prochainement des instructions en matière d'utilisation des fonds consignés. A ce titre, les TPG devront vous transmettre un inventaire des procédures pour chacune desquelles vous veillerez à préciser ce qu'il doit advenir de ces sommes.

\*            \*  
              \*

Vous voudrez bien me rendre compte, sous le présent timbre, des difficultés que vous pourriez rencontrer pour l'application des présentes instructions. La circulaire du 19 juillet 1978 relative à la mise en œuvre de la procédure de consignation prévue à l'article 23 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 est abrogée.

Pour la Ministre et par délégation,  
Le directeur de la prévention des  
pollutions et des risques,  
délégué aux risques majeurs

Laurent MICHEL

## ANNEXE N° 6 (suite)

## ANNEXE I : MODÈLE D'ARRÊTÉS

## 1. ARRÊTÉ DE CONSIGNATION

Le préfet de XXX

*Vu le Code de l'environnement Livre V Titre I et notamment son L. 514-1 ;**Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;**Vu l'arrêté préfectoral n° ..... du ..... autorisant la société ..... à exploiter sur le territoire de la commune ....., à ....., une installation de XXX ; {le cas échéant}**Vu l'arrêté préfectoral n° ....., en date du..... mettant en demeure, dans un délai de....., M. .... de procéder à..... ;**Vu le rapport de M. l'inspecteur des installations classées de la DRIRE de..... en date du.....;**Considérant que l'exploitant ne respecte toujours pas les dispositions de l'arrêté de mise en demeure susvisé ;**Considérant que cette situation présente des risques (nuisances...) vis à vis de l'environnement de l'établissement concerné, et qu'il convient donc d'y mettre un terme ;**Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du département du..... ;**Arrête :***Article premier** – La procédure de consignation prévue à l'article L. 514-1 de la loi susvisée est engagée à l'encontre de M. ...., demeurant.....

A cet effet, un titre de perception d'un montant de..... répondant du coût des travaux de..... est rendu immédiatement exécutoire auprès de Monsieur le trésorier payeur général de .....

**Article 2** – Sur avis de l'inspection des installations classées, les sommes consignées pourront être restituées à M. .... au fur et à mesure de l'exécution par lui-même des mesures prescrites.**Article 3** – En cas d'inexécution des travaux, et déclenchement de la procédure de travaux d'office prévue à l'article L 514-1, M. .... perdra bénéfice des sommes consignées. Ces dernières pourront alors être utilisées pour régler les dépenses entraînées par l'exécution d'office des mesures demandées.**Article 4** – L'utilisation de la somme consignée ne pourra avoir lieu que dans le cadre d'un arrêté de travaux d'office pris sur avis de l'inspection des installations classées.**Article 5 – voies et délais de recours**

Le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de ....., dans un délai de 2 mois pour l'exploitant de l'installation, de 4 ans pour les tiers.

**Article 6 – ampliation et exécution**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de XXX,

M. le Trésorier Payeur Général du Département de XXX,

M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,

Les inspecteurs des Installations Classées placés sous son autorité,

M. le Maire de la commune de XXX,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont une ampliation leur sera adressée ainsi qu'à la société XXX.

## ANNEXE N° 6 (suite)

**Le préfet de XXX****2. ARRÊTÉ DE RESTITUTION DES SOMMES À L'EXPLOITANT**

*Vu le Code de l'environnement Livre V Titre I et notamment son L. 514-1 ;*

*Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;*

*Vu l'arrêté préfectoral n° ....., en date du..... mettant en demeure, dans un délai de....., M. .... de procéder à..... ;*

*Vu l'arrêté de consignation n° ....., en date du..... et le titre de perception émis à la date du..... ;*

*Vu le rapport de M. l'inspecteur des installations classées de la DRIRE de..... en date du..... ;*

**Considérant** que M. .... a exécuté tout ou partie des dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé et que les raisons ayant motivé sa signature sont en cours de traitement ;

**Considérant** qu'il n'y a plus lieu de poursuivre la contrainte sur M. .... tendant à lui faire procéder aux travaux engagés;

*Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du département du.....;*

*Arrête :*

**Article premier** – La procédure de restitution des sommes consignées prévue à l'article L. 514-1 de la loi susvisée est engagée en faveur de la société ....., située à.....

**Article 2** – Sur avis de l'inspection des installations classées, les sommes consignées peuvent être restituées à M. .... en raison de l'exécution par lui-même des mesures prescrites.

**Article 3** – Le montant restitué s'élève à ..... €, correspondant à l'état d'avancement des travaux constatés.

**Article 4 – ampliation et exécution**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de XXX,

M. le Trésorier Payeur Général du Département de XXX,

M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,

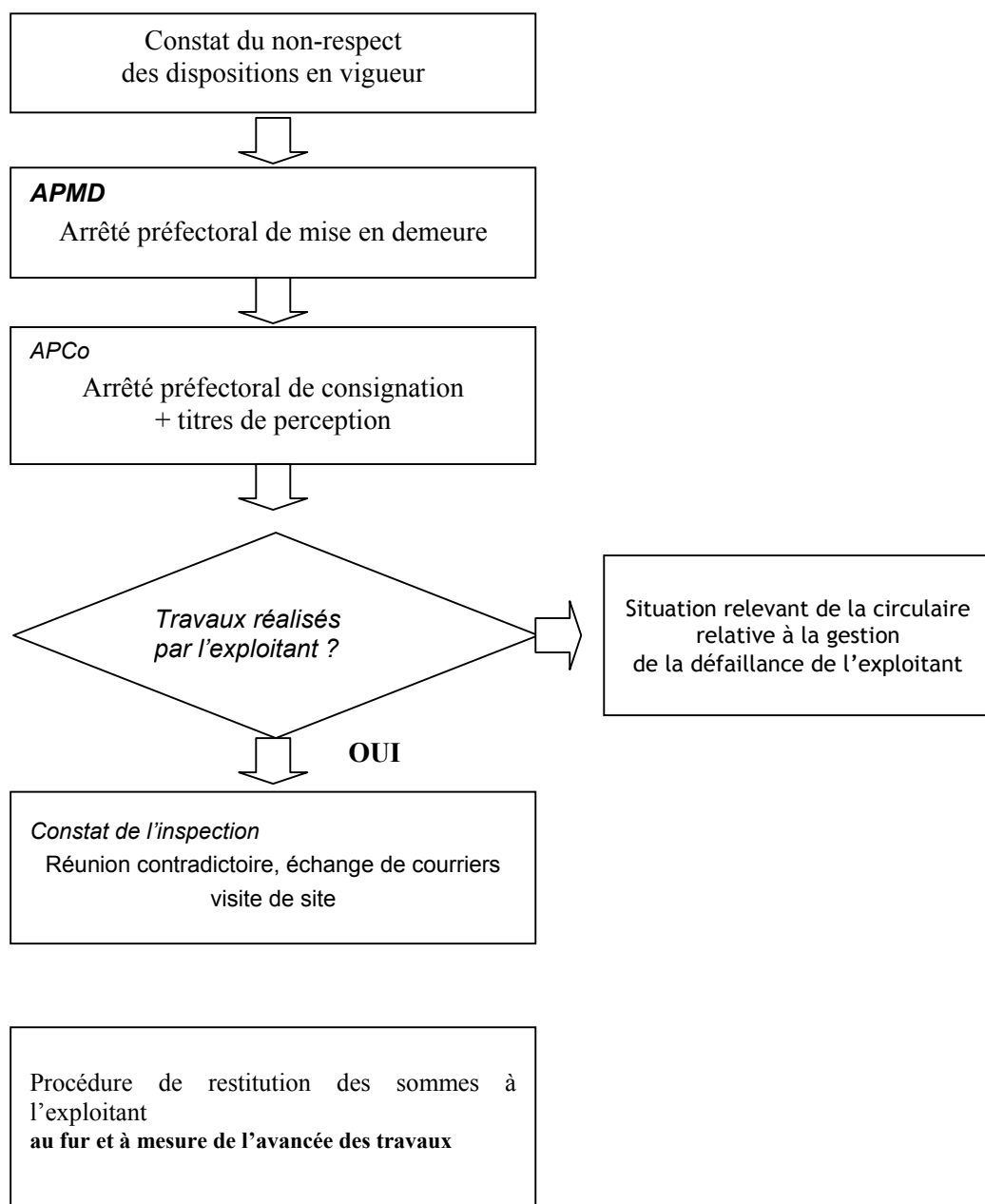
Les inspecteurs des Installations Classées placés sous son autorité,

M. le Maire de la commune de XXX,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont une ampliation leur sera adressée ainsi qu'à la société XXX.

## ANNEXE N° 6 (suite et fin)

## ANNEXE II : LOGIGRAMME



**ISSN : 0984 9114**